



La santé des plus démunis,



est aussi affaire de solidarité

DES MAISONS SUR ROUES POUR SANS-ABRI

un beau projet,
qui inquiète
P. 3

PARCOURS DE VIE

Sam, la cuisine
centrale comme
tremplin
P. 16

CONSEIL D'ADMINISTRATION

Qui fait quoi cette
année ?
P. 11

SABORDAGE DU GENEPI

Quel gâchis !
P. 15

« Pour une société plus juste et plus solidaire »

Les propositions de la **Fédération des Acteurs de la Solidarité**, à laquelle adhère Entraide et Solidarités, pour le quinquennat 2022-2027, font l'objet d'une consultation à laquelle chacun est convié.

A quelques mois de l'élection présidentielle, les propositions de la Fédération devront répondre aux grands enjeux sociétaux du moment : comment faire reculer la pauvreté au moment où les conséquences sociales de la crise sanitaire précarisent une partie de la population ? Comment relancer la production de logements sociaux quand plus de 2 millions de personnes sont en attente d'un logement abordable ? Comment garantir à toutes et tous l'accès à un revenu minimum décent ? La transition énergétique peut-elle être un levier de lutte contre la pauvreté ? Comment les associations doivent-elles adapter leurs activités au principe d'égalité femme-homme et à la nécessaire protection des femmes victimes de violence ?

Le processus d'élaboration de la plateforme de propositions permettra à toutes et tous, adhérents, bénévoles, salariés, personnes accompagnées, de formuler des propositions et de faire remonter les innovations sociales.

Nous vous solliciterons dans les prochains mois...

A bientôt !

Marie-Paul Legras-Froment

Et les autres ?

« Hourra, on a fabriqué 5 grammes d'oxygène sur Mars ! Pendant ce temps, on meurt en Inde, faute d'oxygène. Bravo, on pense créer des bases sur les sols arides de la lune et de Mars ; pendant ce temps, des pays crèvent de la sécheresse, la barrière verte du Sahel dépérit faute d'eau. »⁽¹⁾

J'aime cette citation. Sous sa forme ironique, elle pose une interrogation profonde : où est la priorité ? Où est l'humanité ?

Le 18 septembre, deux associations d'un même secteur de Tours se sont regroupées pour organiser un repas ouvert à leurs adhérents après les 18 mois passés sans contact, sans la chaleur de la rencontre. Quatre semaines avant, l'une des associations leur adressa une sorte d'enquête préliminaire pour savoir si ce projet serait bien accueilli. Le dilemme à résoudre était : "ça m'intéresse" "ça ne m'intéresse pas".

54 ont répondu positivement, agréant leur réponse d'encouragements divers. « Merci pour cette magnifique idée », « Merci pour ce projet », « Avec grand plaisir », « Merci infiniment », « Après ces moments plus que difficiles... l'espoir de se retrouver ». Quarante-cinq personnes des deux associations ont participé au repas.

Cet exemple, sans prétention, traduit la nécessité d'aller au-devant de ceux et celles qui nous entourent, de ceux et celles qui souffrent de la solitude, de l'abandon. Sans faire de catégories, sans choisir.

J'aime aussi la couverture du journal de la Fondation Abbé Pierre qui, en janvier dernier, portait en lettres provocantes cette question : « Et les autres ? ». Oui, et les autres ? L'édito du président parlait spécialement des jeunes « pour ne pas laisser sur le bord du chemin ceux et celles qui feront la société de demain... ».

Et les autres ? L'Abbé Pierre, en 1962, avait élargi le regard : « Tous responsables, tous nécessaires ! Nous sommes tous ensemble responsables, responsables de nous-mêmes et responsables les uns des autres, et c'est cela la grandeur d'être homme »⁽²⁾.

Et les autres ? « La pauvreté ou l'exclusion n'est jamais ce que nous voyons ou ce que nous pensons spontanément, c'est aussi ce que nous ne voyons pas mais qui existe et se fait sans nous »⁽³⁾.

Amis lecteurs, chères lectrices, Noël approche, avez-vous quelque chose à ajouter ?

Libres propos de Jean Paillou.

⁽¹⁾ Christian Ricaud, courrier des lecteurs, la Croix, 9 juin 2021

⁽²⁾ Revue Faim et Soif, juin 1962

⁽³⁾ "La fin de l'hospitalité". F. Brugère / G.Le Blanc. Champs-Essais Ed. Flammarion.

Des petites maisons mobiles pour les sans-abri : un beau projet, en butte à diverses inquiétudes



« Ce soir je rentre à la maison... ». Pour que des sans-abri de Tours puissent se dire ça pendant quelques mois, avant d'intégrer un vrai logement et entamer une nouvelle vie, nous avons baptisé notre projet tout simplement La Maison. Plusieurs articles déjà, dans ces colonnes, ont permis d'expliquer que cette initiative est issue d'un appel à projets lancé par l'État fin septembre 2020. La réponse d'Entraide et Solidarités a été retenue et le projet élaboré. Il concerne les « grands précaires » qui vivent à la rue ou dans des squats de l'agglomération tourangelle, inaptes à occuper sans transition un logement « normal ». Leur nombre est évalué – mais plutôt sous-évalué – à une quarantaine. Vingt d'entre eux pourront être hébergés dans des petites maisons (tiny houses) ou des caravanes, et surtout, bénéficieront d'un accompagnement social (et médical) renforcé. L'État a prévu 700 000 € pour financer les investissements et une année de fonctionnement. La Ville de Tours, qui adhère à la politique du « logement d'abord », soutient fortement ce projet.

Restait à trouver un terrain qui convienne. Près d'une dizaine de sites ont été envisagés et « analysés » par les services de l'État et de la Ville, selon les critères définis par notre association pour y faire du bon travail. Ces mois de recherche ont abouti à l'accord de la préfète pour implanter le projet sur un terrain municipal de Tours nord, en bord de Loire, mais pour un an seulement car il est inondable (la recherche d'un autre site se poursuit). Et avec des petites maisons sur roues, pour évacuer si nécessaire. L'association a donc commandé des tiny houses à un menuisier local, l'une d'entre elles (photo) bénéficiant d'un financement participatif lancé en août sur la plateforme *Les petites pierres*. Il faudrait installer les premiers occupants en novembre, avant l'hiver.



Une réunion publique difficile

Une rencontre sur le site avait eu lieu début juillet avec notamment les responsables du comité et du conseil du quartier Sainte-Radegonde. Et le 11 octobre, la Ville a organisé une réunion publique d'information qui a rassemblé environ 130 personnes, animée par la première adjointe au maire, Cathy Münsch-Masset (déléguée aux Solidarités) avec trois autres adjoints : Marie Quinton (Logement), Philippe Geiger (Tranquillité publique) et l'élu du quartier Thierry Lecomte (Emploi, insertion et formation professionnelle). Christelle Dehghani, directrice d'Entraide et Solidarités, a présenté le projet et l'a défendu en répondant aux nombreuses questions et interventions, tout

comme Muriel Filippi, cheffe du pôle « Service public de la rue au logement » à la DDETS (Direction de l'Emploi, du Travail et des Solidarités).

Bien entendu, la très grande majorité des habitants qui s'étaient déplacés étaient venus pour dire leurs inquiétudes et leur opposition non pas tant au projet – que certains ont jugé « magnifique » – mais à sa localisation dans leur quartier. Presque tous reconnaissant la nécessité de faire quelque chose pour les sans-abri, on peut espérer que les craintes s'apaiseront au vu de l'expérience, comme on l'a constaté après l'implantation d'autres centres d'hébergement.



Réfugiés : visite du délégué interministériel

Le 1^{er} octobre, la plateforme **Route 37** qui depuis dix-huit mois, au Sanitas à Tours, facilite l'emploi et le logement des réfugiés bénéficiaires de la protection internationale, a reçu la visite d'Alain Régnier, **Délégué interministériel à l'Accueil et à l'Intégration des Réfugiés**. C'est-à-dire des étrangers qui ont obtenu l'asile en France, et qui ont les mêmes droits au travail et au logement que les nationaux (un titre de séjour de 4 ou 10 ans selon leur statut).

Accompagné de la préfète d'Indre-et-Loire, Marie Lajus, le délégué interministériel nommé en janvier 2018 a pu faire un point d'étape avec la plateforme pilotée par Entraide et Solidarités, mais mise en œuvre par dix associations et organismes associés en un consortium.

Des membres du consortium – **La Mission locale, l'Affic-Cria et Mobilité-Emploi 37** – ont expliqué leurs actions, tout

comme les responsables de Route 37 au sein d'Entraide et Solidarités : Nathalie Dreano, directrice du Pôle Formation-Réfugiés, Samuel Lorilleux, directeur du Pôle Hébergement, Marie Sergent, responsable du service Emploi-Réfugiés, et Lydy Da Silva Lagarto, responsable du service Logement-Réfugiés.

Un bilan à mi-parcours jugé largement positif, avec 206 personnes accompagnées et 62% de sorties positives. Mais aussi des freins et des difficultés dont le délégué interministériel a pris note. Avec l'espoir, pour les réfugiés, et pour nous, de voir ce dispositif prolongé au-delà des trois ans prévus

Nos visiteurs ont ensuite été reçus au Village des Jeunes à Mettray, où l'association **Atouts et Perspectives**, membre du consortium, gère un chantier d'insertion en maraîchage biologique ouvert à dix jeunes réfugiés. Ici, comme au Sanitas où

avait été servi un café d'accueil, un buffet préparé et servi par des salariés du chantier d'insertion Restauration d'E&S attendait les participants.

Enfin, le délégué interministériel a signé avec le maire de Tours, Emmanuel Denis, un **« contrat territorial d'accueil**

et d'intégration des réfugiés » doté par l'État de 300 000 €. Cette volonté du gouvernement d'associer les collectivités locales à l'intégration des personnes réfugiées devrait donc se concrétiser à Tours par un renforcement des actions en leur faveur.



Alain Régnier (au fond) et la préfète se sont entretenus avec les salariés en insertion qui avaient préparé et servi le café d'accueil puis le buffet.

Violences faites aux femmes : le CPCA

Une soixantaine d'hommes, auteurs de violences faites aux femmes, ont été reçus en 2020 par les psychologues qui interviennent au sein d'Entraide et Solidarités.

« La prévention et la fin du cycle des violences constituent des enjeux essentiels des politiques publiques dans leurs dimensions sociale, judiciaire et sanitaire. Dans ce cadre, le Grenelle des violences conjugales a mis en exergue les améliorations à conduire en la matière, notamment en termes de dispositifs spécifiques à la prévention et à la lutte contre la récurrence. La création de centres de prise en charge des auteurs de violences a dès lors été identifiée comme un nouvel outil

majeur pour lutter contre les violences conjugales ».

Trente centres régionaux ont été créés au niveau national, dont celui de Tours. Sous le nom d'ATHOBA, et plus récemment de RAISO, il existait depuis 2008 mais n'opérait que sur l'Indre-et-Loire. Ce service d'E&S, qui était pionnière en la matière, prend donc une envergure régionale et s'aligne sur le nom national, CPCA pour Centre de Prise en Charge des Auteurs de violences faites aux femmes.

Le CPCA est rattaché au Pôle social et médical, 55 rue Marcel-Tribut à Tours, 02 47 27 28 01

L'hiver s'annonce rude...

Chaque année les services de l'État préparent un « plan hiver » pour l'hébergement des personnes sans abri. Sa présentation est prévue le 9 novembre. On ne sait s'il y aura de nouvelles dispositions. Mais les places d'hébergement, en Indre-et-Loire comme partout, sont restées ouvertes d'abord jusqu'en mai dernier. Puis la ministre du Logement a annoncé qu'elles ne fermeraient pas avant l'an prochain. Si bien qu'on n'en a jamais compté autant ici : 750. Et l'accueil de nuit était ouvert dès fin septembre.

Pour autant, l'hiver pourrait être difficile, surtout en cas de grand froid. Car il n'est pas prévu d'utiliser à nouveau le gymnase Racault. Notre projet La Maison (page 3), qui va d'ailleurs bien au-delà de la seule

« mise à l'abri », serait bien utile. Mais sera-t-il prêt ?

Cette année, le budget « veille sociale et hébergement d'urgence » (hors CHRS) pourrait dépasser 6 millions € en Indre-et-Loire. Pour l'avenir, l'État confirme la fin de la gestion « au thermomètre » du parc d'hébergement. Une programmation pluriannuelle doit prendre le relais, avec « une reconfiguration de l'offre d'hébergement : baisse du volume, avec transformation vers du logement adapté, et renfort de l'accompagnement ». Le nombre de chambres d'hôtel passerait de 230 à 110, tandis que seraient ouvertes des places en « intermédiation locative » et en pension de famille. La prévention des expulsions locatives doit également être renforcée.

DOSSIER



Sans toit, pas de santé

L'état de santé des personnes privées de domicile ne s'est pas amélioré au cours des vingt dernières années et l'on a vu augmenter le nombre de femmes, d'enfants, d'ados dans les hébergements et les aides apportées par l'association.

Vous êtes responsable du secteur santé et travaillez depuis vingt ans à l'Entraide Ouvrière devenue Entraide et Solidarités. Quelle évolution, du point de vue santé, vous paraît marquante durant cette période de vingt années ?

Véronique Livera : Chez les personnes sans domicile fixe, la survie accapare toute l'énergie et devient le seul horizon dans le temps, l'espace et les relations. On observe une tendance à moins recourir aux soins, ou à n'y recourir qu'en cas d'urgence. Et souvent les personnes sont en tellement mauvais état qu'elles ne peuvent plus écouter leurs corps.

Il n'y a pas de maladie propre à la précarité mais les personnes en situation de grande marginalité présentent de graves problèmes de santé et ont un taux de mortalité supérieur aux personnes ayant un logement. Les complications sont notamment : des maladies mal soignées, des carences alimentaires, des troubles cardio-vasculaires, des troubles respiratoires...

Auxquels s'articulent des symptômes psychopathologiques : états dépressifs, troubles limites de la personnalité, poly-addictions, réactions anxieuses et phobiques...

Les conséquences comportementales et relationnelles sont liées à une forte perception des inégalités, à la honte de soi, au découragement, avec des attitudes agressives envers soi-même ou envers autrui, un vécu de rejet s'associant à un repli sur soi.

Tout cela n'a hélas pas changé depuis vingt ans et les besoins sont grands, d'autant qu'il n'y a plus seulement un unique profil de « SDF ».

Les conditions de vie, les accidents de la vie, la bascule dans la pauvreté ont-ils élargi le public auquel Entraide et Solidarités apporte un soutien ?

On est passé du « clochard », homme seul à la rue, au « sans domicile fixe ». Ce changement de termes indique quelque chose, qui correspond à la diversité des profils de personnes qui se retrouvent privées de domicile.

Nous accueillons désormais autant de femmes que d'hommes et beaucoup plus d'enfants et de jeunes, plus de personnes handicapées, des migrants aussi. Avant, nous n'avions qu'exceptionnellement ces profils de personnes qui arrivent à la rue. Des jeunes qui sortent du dispositif de l'Aide sociale à l'Enfance, des femmes victimes de violences, une maman qui sort d'un accouchement, des personnes vieillissantes... Cela change les problèmes de santé auxquels nous sommes confrontés, c'est plus large. Nous retrouvons les pathologies de la population générale, mais accentuées par la peur, l'anxiété liées au changement de vie dont la perte de domicile est un élément fondamental.

Ces changements de situations de vie sont anxiogènes et sont des facteurs d'aggravation des maladies. Et cela touche un public plus large qu'avant.

Vous constatez des pathologies particulières chez les plus jeunes ?

Nous avons l'habitude des addictions, voire des poly-addictions chez les grands précaires. Tabac, drogue, alcool... Du côté des jeunes le jeu vidéo fait désormais partie de ces addictions, avec un enfermement dans les écrans. On le constate notamment auprès des jeunes qui sortent de l'aide sociale à l'enfance. Mais pas seulement. Cela touche aussi des hommes seuls à la rue.





Dr Michèle Mocquet : moins dans la rue, moins malades



Médecin généraliste au cabinet médical d'Entraide et Solidarités depuis six ans, le Dr Mocquet exerce sur le « front » des dégâts que la rue cause à la santé, avec les infirmiers de

rue. Elle a par ailleurs vécu le déménagement du CASOUS (place des Halles) et, peu de temps après, la pandémie. « Les effets se sont conjugués. Les gens mis à l'abri à

l'hôtel pour les protéger du Covid n'étaient plus remis à la rue à 8h du matin dans le froid, ils se lavaient plus souvent les mains, etc. Il y a donc eu beaucoup moins de malades, je n'ai guère vu qu'une varicelle... »

Mais depuis le déconfinement les mêmes pathologies qu'avant réapparaissent. « Au départ on ressent un mal-être, à l'origine duquel on trouve le plus souvent des douleurs, des maux de tête, des problèmes articulaires, cardiaques, des dépressions et autres troubles psychiques... Et puis aussi des gastro-entérites parce que ces gens mangent mal. Il faudrait

par conséquent développer l'éducation à la santé, sur l'alimentation, le tabac, etc. ».

Au fil des ans, le Dr Mocquet a vu s'accroître le nombre de patients étrangers. Les affections peuvent être différentes selon l'origine. Elle a ainsi repéré que les gens venus des pays de l'Est ont fréquemment des pathologies lourdes, tuberculose, sida, etc. Pour d'autres, ce sont des nuances de comportement qu'elle observe : « les Africains apprennent très vite ce qu'il convient de faire, les Maghrébins sont très consommateurs de soins... ».

Le très large éventail d'interventions du Dr Sylvie Beauflis



Elle est depuis 2013 le médecin de la Chambrière, le seul établissement entièrement médicalisé que gère notre association. Le Dr Beauflis n'eut d'abord en charge « que » les Lits halte soins santé (LHSS), pour toute une palette de soins relativement légers. Auxquels se sont ajoutés fin 2019 les Lits d'accueil médicalisés (LAM) réservés aux pathologies lourdes. Mais dans les deux cas elle relève d'emblée **beaucoup d'atteintes psychiques**, même si les gens viennent pour autre chose. « C'est qu'il manque tellement de places de prise en charge ailleurs... ».

Les patients restent au maximum deux mois en LHSS. « Nous recevons des personnes pour des soins post ou péri-opératoires de l'orthopédie, du système digestif, de chirurgie, qui exigent des pansements, ou encore pour le suivi de grossesses à risques. Des pré ou postcure du traitement de l'alcoolisme. Egalement des patients qui viennent pour rééquilibrer une pathologie chronique comme le diabète

ou une insuffisance cardiaque, nous surveillons le traitement, nous nous assurons qu'ils l'ont bien compris ». Parfois le médecin découvre que le mal est plus profond, comme un cancer, et le patient est transféré au service des LAM.

Des LAM où on trouve en effet beaucoup de malades atteints d'un cancer et pour qui la chimiothérapie s'accommode mal de la vie à la rue. Des insuffisances rénales dialysées, des insuffisances cardiaques ou respiratoires sévères, dont on sait qu'elles vont durer longtemps. Du handicap moteur lourd, avec des addictions, qui exige des soins et ne permet pas un hébergement normal. Des addictions avec dégradations motrices ou cognitives qui constituent un handicap. « Et puis des maladies psychiques lourdes comme des psychoses mais stabilisées, avant un placement ailleurs pour ces patients » ajoute le Dr Beauflis. Si la personne hospitalisée à la Chambrière a besoin de soins urgents et vitaux, le médecin a recours au CHRU

pour des analyses, ou à la PASS (permanence d'accès aux soins de santé du CHU) pour récupérer des médicaments. « A condition que la personne soit passée par l'hôpital, sinon ce n'est pas possible. De même pour des radios, si le patient n'a pas de couverture maladie et s'il n'est pas passé par l'hôpital, il n'y a pas de prise en charge. Avec par exemple deux nuits d'hospitalisation la facture peut atteindre 30 000 € ! ». Il y a ainsi des gens sans aucune couverture sociale. Et des Européens, qui n'ont pas droit à l'AME (Aide médicale d'État).

Un autre problème majeur tient évidemment à la langue parlée par les malades et la difficulté de trouver des traducteurs. Et enfin la difficulté qui concerne l'AME accordée aux étrangers : « On est de plus en plus embêtés pour l'obtention ou le renouvellement, les dossiers traînent, ce qui occasionne des trous dans la prise en charge ».

Sylvie Beauflis trouve cependant beaucoup de satisfactions dans cette fonction « humainement très riche », où on lui manifeste respect – personne ne lui en a jamais manqué – et reconnaissance.



Claire Guillot : « Ici c'est un lieu de vie »

Elle est l'une des huit infirmières de la Chambrière et, Tourangelle d'origine, elle a souhaité revenir ici en mai 2018 après un parcours aussi bien en milieu hospitalier que médico-social. Claire Guillot : « Les projets d'Entraide et Solidarités me parlaient, même si la mise en place est difficile car on est toujours en période de transition du fait des travaux ». Elle évoque les travaux d'extension des LAM, en voie d'achèvement. En tout cas, il était évident pour elle qu'avec une population vieillissante, le besoin d'une telle structure ne pouvait que durer.

Elle ne fait pas de différence entre les LHSS et les LAM pour ce qui est de l'intérêt du travail, qui va de la jambe cassée à la maternité à problème en passant par des

cancers, « une énorme diversité de situations ». Ce qui distingue déjà la Chambrière d'un service hospitalier. « Mais surtout, ajoute-t-elle, en milieu hospitalier on ne voit pas la partie sociale. Ici on constitue une équipe avec les travailleurs sociaux. La piqûre ou le pansement devient un soin parmi d'autres car on s'efforce de proposer autre chose au patient, on crée une relation et ça, c'est aussi du soin. Ici c'est un lieu de vie, avec des repas collectifs auxquels on participe, des animations, etc. »

Comme tous ceux qui travaillent avec des étrangers, Claire déplore « la barrière de la langue, qui appauvrit la relation. Quand nous accompagnons un étranger à l'hôpital, nous avons cependant un rôle important de médiation pour que le patient soit mieux



pris en charge, et en cela nous permettons ou facilitons l'accès aux soins. » Mais le métier a évidemment son côté sombre, « l'isolement des résidents sans famille, admettre qu'on n'a pas de solution pour un malade et qu'il n'y a pas d'autre lieu d'accueil pour lui,

et les fins de vie très prenantes parce qu'il y a ici moins de barrières qu'à l'hôpital. On est plus impliqués... ». Et Claire Guillot trouve que sa fonction n'est pas assez connue et reconnue dans toute son ampleur.

Bientôt cinq lits de plus en longs séjours

Après deux ans de travaux qui ont, forcément, perturbé la vie des résidents et des salariés de la Chambrière, le dernier coup de pinceau sera bientôt apposé dans le bâtiment d'extension de l'établissement. Tours-Habitat, propriétaire des lieux, aura ainsi permis d'ajouter cinq places de Lits d'accueil médicalisés, portant la capacité d'accueil à 20 patients. Des places réservées à « des personnes majeures, sans domicile fixe, quelle que soit leur situation administrative, atteintes de pathologies lourdes et chroniques, irréversibles, séquellaires ou handicapantes, de pronostic plus ou

moins sombre, pouvant engendrer une perte d'autonomie et ne pouvant être prises en charge dans d'autres structures » selon le cadre légal assigné à ce service. Des places supplémentaires bienvenues, évidemment, mais qui ne sont pas à la hauteur des besoins. La liste d'attente reste longue, pourtant l'établissement ne pourra plus « pousser les murs » à l'avenir.

Cette extension va permettre de réaménager partiellement la partie ancienne de cet établissement, qui ne dispense pas seulement des soins supervisés, avec le Dr Beauflis, par Aurélien Rougé,

cadre infirmier. On y développe aussi une activité sociale et socio-culturelle, avec des animations qui rythment le quotidien des patients,

que ce soit en interne ou à la faveur d'ouvertures vers l'extérieur grâce à de nombreux partenariats.



A droite, l'extension de la Chambrière en voie d'achèvement



Maintenant il faut « aller vers », car elles et ils ne viennent pas

La baisse continue et marquée de la fréquentation du cabinet médical depuis trois ans oblige à **accentuer la démarche d'aller vers les personnes à la rue ou dans une grande précarité**. Car le constat de la chute de fréquentation du cabinet est là, liée à plusieurs facteurs, dont le déménagement et le changement de configuration du cabinet, lorsqu'on est passé de la place Jean-Meunier (place des Halles) à la rue Marcel-Tribut. Un des facteurs mais pas le seul. Moins accessible, plus « administratif », moins ouvert (pandémie oblige), cette porte d'entrée pour les soins n'en est plus vraiment une au regard du nombre de personnes qui auraient besoin de soins médicaux ou infirmiers. Mais qui ne viennent pas spontanément.

La philosophie du « aller vers », « part de la conception de la santé qui réunit le social et le médical » insiste Véronique Livera qui se souvient de cette approche défendue notamment par Guy-Noël Teinturier, longtemps médecin à l'Entraide Ouvrière et

qui vient de nous quitter. C'est aussi la définition que donne l'Organisation mondiale de la Santé : la santé est bien plus que l'absence de maladie, elle est un état de bien-être général, physique, mental et social, qui englobe les conditions de vie, logement, rémunération, accès à l'éducation, à la culture.

La réorganisation du cabinet médical, créé en 1982, devrait passer par plusieurs pistes « Il faut attraper les demandes qui surgissent au moment où elles surgissent » et la **maraude** est de ce point de vue indispensable. Elle « va vers » les femmes, les hommes qui sont dehors. Elle établit le lien au fur et à mesure du temps.

Les consultations au cabinet médical rue Marcel-Tribut sont maintenues « et il faut qu'on y amène les gens car ils n'y vont pas ou peu de leur propre initiative » relève Véronique Livera. Pour cela il faudrait **accroître la présence d'infirmières ou d'infirmiers sur les lieux de passage des grands précaires**, la Barque, le Secours catholique, la Croix-Rouge,

« Un état de bien-être physique... et social »

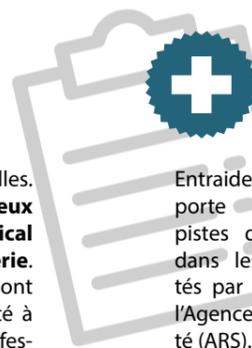
Emergence, les haltes de jour, CHRS etc. Objectif : ramener vers le cabinet médical ou vers la Chambrerie des personnes qui ont besoin de soins.

Il faut également **lancer un appel vers des médecins bénévoles et accueillir leurs propositions**, ce peut être une demi-journée, une journée. Le fait est que le Dr Mocquet est seule actuellement, à assurer quatre demi-journées de permanence là où l'on a eu jusqu'à cinq médecins généralistes qui intervenaient (lire ci-dessous).

Les besoins de séjour pour des soins à la Chambrerie, où l'on dispose de 10 lits halte soins santé (LHSS, qui ont accueilli 76 personnes en 2020*), sont à hauteur de 150 demandes par an, donc bien au-delà des

capacités d'accueil actuelles. On pourrait **intégrer les deux infirmiers du cabinet médical à l'équipe de la Chambrerie**. C'est une des raisons qui ont poussé Entraide et Solidarité à répondre à l'appel à manifestation d'intérêt (AMI) « Lutte contre les inégalités de santé » dans la foulée du Ségur de la Santé. Fin août, deux courriers ont été adressés à l'Agence régionale de santé. L'ensemble du dossier aboutirait au **recrutement de deux postes d'infirmières ou infirmiers** et permettrait de retrouver un financement du cabinet médical, ce qui n'est plus le cas depuis plusieurs années.

*De leur côté les 15 places de LAM ont accueilli 27 personnes l'an dernier.



Deux nouveaux projets : une halte médicalisée de jour et un SSIAD

Entraide et Solidarités porte deux nouvelles pistes d'accès aux soins dans les projets présentés par courrier cet été à l'Agence régionale de Santé (ARS).

Une halte médicalisée de jour. Une halte de jour classique c'est-à-dire un lieu où les personnes sans domicile peuvent venir se poser, mais avec un personnel médical, des soignants. On pourrait imaginer y proposer

une restauration aux diabétiques, des douches, des animations autour de la santé, des vaccinations, des dépistages de maladies, tout comme la possibilité d'y faire sa lessive... Une dizaine de postes demandés dans le projet présenté à l'ARS. Il faut en tout cas des locaux en centre-ville.

Echéance 2022.

Un service de soins infirmiers à domicile (SSIAD).

Ce serait une équipe mobile composée d'infirmières ou infirmiers et aides-soignants, mobilisée à la demande de médecins pour des patients précaires sortant d'un séjour à l'hôpital. Cette équipe interviendrait dans toutes les structures d'hébergement gérées par Entraide et Solidarités. Quatre postes à temps plein sont demandés dans l'appel à projet.

Des indicateurs de santé très dégradés

- Le taux d'incidence de la tuberculose est trente fois plus élevé chez les personnes sans abri
- Les hospitalisations sont trois fois plus fréquentes
- Les maladies chroniques sont présentes chez 45% des personnes sans abri
- L'espérance de vie est de 48 ans chez les personnes sans abri, 30 à 35 ans de moins que dans la population générale
- L'état de santé ressenti est mauvais pour 16% des personnes à la rue contre 3% dans la population générale

Éléments extraits des courriers adressés à l'Agence régionale de Santé fin août en réponse à deux appels à manifestation d'intérêt pour lutter contre les inégalités de santé des grands précaires et en CHRS. Source : La santé des personnes sans chez-soi. V. Girard, P. Estecahand, P. Chauvin, 2009.



Les médecins, généralistes ou spécialistes, qui pourraient dégager un peu de temps pour intervenir bénévolement au cabinet médical d'Entraide et Solidarités, rue Marcel-Tribut à Tours, peuvent s'adresser à Véronique Livera

veronique.livera@entraide-et-solidarites.fr

06.28.92.08.40.

Un appel à relayer !

Et la santé des détenus ?

Parler dans le dossier santé de celle des détenus de la Maison d'arrêt de Tours, c'est parler avant tout du lien qu'ils peuvent entretenir avec leurs familles. Leur état physiologique dépendant en grande partie de leurs conditions de vie, l'hôpital, les psychologues et l'ensemble des services qui touchent au monde de la détention s'efforcent d'y veiller. Mais il est essentiel de s'interroger ici sur l'équilibre psychique, psychologique, d'un prisonnier s'il n'est pas un tant soit peu en contact avec son environnement, avec la collectivité, le monde social dont il est issu et dans lequel il est normalement appelé à retourner.

Que fait notre association pour les détenus de Tours ? C'est la "Petite Maison" de la rue Henri-Martin qui pourrait le dire, où vingt bénévoles interviennent des après-midis entiers. Ils y accueillent les familles dans l'attente de leurs visites au parloir de la prison. Ils savent ce que vivent les femmes

dans l'espoir de revoir le visage des leurs, dans l'espoir d'un court dialogue où les mots ne savent pas toujours exprimer ce qu'ils devraient. Ils savent ou tentent d'expliquer aux enfants pourquoi ils ne peuvent pas entrer « avec maman, pour voir papa ». Le retour de visite est souvent difficile, surtout si elle a été décevante. Un moment de silence, un moment de convivialité accompagné d'un café, essaient de calmer le désarroi. On continue à prodiguer des conseils sur les démarches administratives, les aides sociales qui peuvent faciliter, quand il sera temps, la sortie tant attendue. Et on évoque aussi l'existence des quatre « lits accompagnés » gérés par l'association, qui peuvent aider à retrouver une vraie vie sans crainte de récidive.

La Petite Maison a sa boîte aux lettres. Les familles peuvent y déposer à tout moment les messages qu'elles veulent adresser à la direction de l'établissement ; parfois pour

dire tout simplement que celui qu'elles ont vu ne va pas bien. Monique va les déposer en face. La Petite Maison, c'est un LIEN. Le lien qui évite la coupure entre celui du dedans et celle du dehors. Un LIEN DE VIE, beaucoup plus fondamental que toute aide matérielle. Il a longtemps bénéficié de la présence d'une salariée aux côtés des bénévoles. Elle authentifiait en quelque sorte l'intérêt que présente ce lieu pour notre association. Depuis, l'administration pénitentiaire a créé un poste et le nôtre s'est effacé.

Le titre des Journées nationales Prison qui se dérouleront en novembre le dit bien : « La Prison, une COMMUNAUTE à part ». A part, mais une Communauté, la nôtre, dont faisait partie l'homme que le Père Pineau a accueilli un soir de décembre 1947. « Ce soir-là, la rencontre d'un homme pauvre m'a provoqué au nom de tous les pauvres ».

La Petite Maison, 25 rue Henri-Martin, 37000 Tours, tél. 02 47 64 51 91

Personne n'oublie Guy-Noël Teinturier

La maladie a eu raison de ce grand « médecin des pauvres » de Touraine, qui nous a quittés le mois dernier à l'âge de seulement 69 ans. A partir de 1980 et pendant 29 années, Guy-Noël Teinturier fut le médecin de l'Entr'Aide Ouvrière, comme s'appelait alors notre association. Ce généraliste, père de quatre enfants, avait très tôt rencontré le père Pineau, fondateur de l'association, dont il partageait la foi. Et il s'était résolument engagé auprès de lui pour se pencher sur la santé des plus démunis. A l'exception de deux années passées à Paris au service de la



FNARS (devenue Fédération des Associations de Solidarité), il fera toute sa carrière à Tours. Guy-Noël Teinturier y donnera énormément de son temps et de son énergie, notamment à la direction du CASOUS, place des Halles. Professionnels et bénévoles ont pu mesurer l'efficacité du grand spécialiste qu'il était de la santé – ou plutôt des maladies – des grands précaires. Il quittera l'association en 2009 pour intégrer les services hospitaliers et l'IRSA.

Il inspirait immédiatement le respect à tous ceux qui l'ont côtoyé, et Guy-Noël Teinturier incarnait un humanisme rayonnant qui restera dans les mémoires.

Où s'adresser ?

Cabinet médical et infirmier
55 rue Marcel-Tribut, 37000 Tours
02.47.05.65.64.
casous.medical@entraideet-solidarites.fr
Docteur Michèle Mocquet
510 consultations généralistes ;
41 consultations spécialistes ;
657 soins infirmiers
(chiffres issus du rapport d'activité 2020)

Résidence La Chambrerie
5/7 rue de la Chambrerie, 37100 Tours
02.47.41.85.38.
chambrerie@entraide-et-solidarites.fr
Véronique Livera responsable.
Aurélien Rougé cadre-infirmier.
Alexandra Barbier maîtresse de maison
15 lits de court séjour LHSS lits halte soins santé.
Durée moyenne de séjour 51 jours
10 lits moyens et longs séjours
(bientôt 15).
Durée moyenne de séjour 202 jours

CPCA
Centre de prise en charge des auteurs de violences conjugales
55 rue Marcel-Tribut, 37000 Tours
80 prises en charge psychologiques en 2020

Maraude
maraude@entraide-et-solidaritezs.fr
Amélie Picard 06.89.32.01.70 et
Germaine Magner 06.49.21.84.93

DOSSIER RÉALISÉ PAR MARIE-PAULE MÉMY ET JEAN-PAUL MERCIER

Un nouveau Plan stratégique en chantier

Après l'adoption du nouveau Projet associatif par l'assemblée générale de juin, il s'agit de le « mettre en musique », de le traduire en actes. Ce sera l'objet du **troisième Plan stratégique**, qui se discute en ce moment au sein de l'association. Un plan conçu pour orienter et guider tous les services et toutes les instances dans la période 2022-2026.

Le plan qui s'achève avait été élaboré en 2017 et il a fait l'objet d'un bilan. Tout n'a pas été réalisé, mais il y a eu tant à faire, qui n'était pas prévu ! Pour concevoir le nouveau, un groupe de travail constitué de représentants de tous les acteurs de l'association est à l'œuvre. Ses conclusions seront rapidement soumises au conseil d'administration.

Ce travail ne part pas de rien puisque les axes du plan précédent ont été validés, et des propositions dégagées pour le prolonger. En voici un résumé - qui ne préjuge pas de ce que sera le résultat final - selon les quatre axes retenus.

1 - Accentuer la participation des personnes accueillies et des salariés en insertion. Propositions pour le prochain plan : affirmer fortement la place donnée aux personnes accueillies et à leur écoute. S'appuyer sur les outils mis en place pour réengager la démarche avec de la pédagogie.

2 - Renforcer les partenariats : Entraide & Solidarités, pour être « proactive », devra développer et définir les modalités de partenariat et collaboration en utilisant les retours d'expérience comme par exemple celui de Route 37.

3 - Rechercher l'adéquation entre les besoins répétés et les moyens à mobiliser. S'adapter aux évolutions en impliquant les salariés ; en associant adhérents et bénévoles à la réflexion sur les projets de l'association, sur les missions proposées ; en diversifiant les ressources de l'association (financières ou non).

4 - Développer et valoriser les participations citoyennes. Faire vivre la procédure d'accueil des nouveaux adhérents. Travailler la formation des bénévoles et adapter les missions proposées pour toucher un public bénévole plus large et plus jeune.

...et le Projet d'établissement aussi !



La pandémie et le travail en visioconférence n'ont pas facilité la vie de l'association

Les efforts ne sont pas terminés puisque **le Projet d'établissement**, lui aussi, dont la version en cours date maintenant de sept ans, doit être mis à jour. Contrairement au Plan stratégique, qui est un « outil » dont l'association se dote volontairement, le Projet d'établissement est un document que la loi impose et qui doit être revu périodiquement. Il consiste à **exposer** par le menu toutes les activités qu'Entraide et Solidarités met en œuvre. Une contrainte qui prend du temps, mais qu'on peut voir aussi comme un utile travail d'introspection, en quelque sorte.



Dans le cadre de la « tournée générale », rencontre avec l'équipe du CHRS Albert-Camus à Tours nord

Tournée générale !

Après les profondes mutations opérées ces derniers mois concernant l'organisation et le management de l'association, le bureau et la direction générale ont jugé nécessaire

d'aller rencontrer toutes les équipes sur leur lieu de travail. Entre septembre et octobre, Christelle Dehghani accompagnée chaque fois d'un ou deux membres du bureau auront fait

le tour des services. Il s'est agi d'expliquer le sens et le but des changements décidés, de réaffirmer la dimension militante de l'association qu'incarment les bénévoles, et tout

autant d'écouter afin de recueillir les observations des équipes sur le nouveau Projet associatif et ce qui en découle.

Sébastien Meunier aux moyens généraux

Sébastien Meunier a pris le 23 août la responsabilité des « moyens et services généraux » rattaché au pôle Ressources dirigé par Mogane Merlin. On a tout dit mais à peu près rien lorsque l'on dit « services et moyens généraux » !

« Oui, c'est un vaste fourre-tout » sourit Sébastien Meunier, « je travaille en coopération avec l'ensemble des services et des équipes de l'association, et notamment avec Alexandra Cailbeaux qui centralise les demandes ».

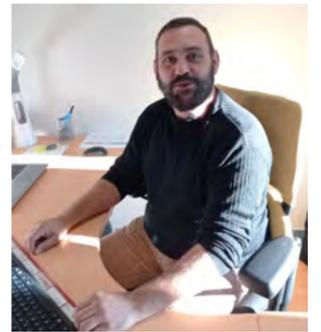
Cela comprend le parc de 70 véhicules, des centaines de téléphones, des bureaux et des chaises (le mobilier) et les toits que l'on a sur la tête (le patrimoine immobilier appartenant en propre ou géré par l'association). Et toutes les relations avec les prestataires et tous les contrats s'y rapportant.

Le rôle de Sébastien est de veiller à la meilleure organisation de tout cela. Les journées se suivent et ne se ressemblent pas, « hier j'ai vu trois devis d'artisans pour la rénovation d'une salle de bain ; reçu une de-

mande d'investissement pour une voiture, je dois la trouver ; j'ai planché sur l'installation du réfectoire et des sanitaires du projet La Maison à Sainte-Radegonde - par exemple ».

« Cette diversité des tâches et des relations me convient bien » relève Sébastien, « mais il va falloir mettre un peu d'ordre, trier, cerner les limites ».

Sébastien Meunier travaille avec E&S depuis 2016, il vient du SIPAE où il exerçait les fonctions d'encadrant technique sur le chantier d'insertion autour du recyclage.



Et il attend pour fin octobre son troisième enfant, ses deux aînés ayant 4 et 2 ans. Bienvenue et bon courage !

LE CONSEIL D'ADMINISTRATION

LE BUREAU D'ENTRAIDE ET SOLIDARITÉS



Marie-Paul LEGRAS-FROMENT
Présidente



François CURIS
Vice-Président
IAE, Bénévolat,
Transition écolo



Clive MIEVILLE
Vice-Président
Route 37, Formation,
Bénévolat



François FERRISSE
Trésorier
Finances-Gestion



Patrick RICHARD
Trésorier Adjoint
CSE, Prison-Justice



Frédéric FLEURY
Secrétaire
Vie associative, IAE



Jean-Paul MERCIER
Secrétaire Adjoint
Communication



Martine GAUDEAU-SEDILLEAU
Secrétaire Adjointe
Formation, Bénévolat

LES AUTRES ADMINISTRATEURS



Brigitte BECARD
CCAS de Tours



Francis BERTHON
CVS, Bénévolat,
Communication



Bernard BONNIN
Touraine Ecoibois



Monique CARRIAT
CVS, Prison-Justice



Véronique CHABALIER
Stagiaire



Philippe CHARRON
Bénévolat, transition
écolo



Philippe DELAUNAY
Ressources, Prison-
Justice



Xavier DE LANNOY
Antenne de Chinon
Stagiaire



Philippe LECONTE
Prison-Justice



Marie-Paule MEMY
Communication
Stagiaire



Patrick MINIER
Vie associative
Transition écolo



Bernard SCHMITT
Formation
Stagiaire



Laurence, à l'accueil du Pôle d'Activités économiques, qui ouvre maintenant sur la rue Augustin-Fresnel

Le Pôle d'activités économiques bientôt fin prêt

Laurence à l'accueil du Pôle économique, qui ouvre désormais sur la rue Augustin-Fresnel

Un problème technique compliqué d'infiltrations en cas de fortes pluies retarde de quelques semaines l'achèvement des im-

portants travaux au **SIPAE (Service d'insertion par l'Activité économique, ou Pôle d'activités économiques) à Chambray-**

lès-Tours. Si cette difficulté est résolue, la « mue complète » de cette installation sera effective à la fin de l'année espère son directeur, Sylvain Badonnel.

Ce site, qui jouxte la Chambre d'Agriculture, est le siège de nos ateliers et chantiers d'insertion (l'atelier Restauration étant toutefois basé à la cuisine centrale, au Sanitas, et la Propreté au siège social, à Tours nord). Il se compose d'un bâtiment principal de 1 000 m², d'un hangar et d'un atelier dévolu au matériel du chantier Espaces verts. Et il avait bien besoin d'une rénovation !

Le bâtiment principal a été isolé et profondément réaménagé, d'une part pour améliorer les

conditions de travail du personnel et des salariés en insertion ; d'autre part pour tenir compte de l'évolution des activités du service. Ce bâtiment abritera dorénavant 750 m² de bureaux et diverses salles (réunion, sanitaires...), ce qui va permettre de rapprocher les conseillers en insertion professionnelle jusqu'alors installés au siège social. Et 200 m² d'atelier en partie affecté à une activité nouvelle : le démantèlement de tout ce que jettent les chantiers. Ce qui présente un triple avantage : l'amélioration de leur impact sur l'environnement, la diminution des frais de retraitement, et la rationalisation du temps de travail.



Les finitions devraient être terminées en fin d'année

Encore de belles « Prestations extérieures » !

Le dimanche 17 octobre, « Place du Climat » sur la plaine de la Gloriette, était à Tours l'événement pour comprendre, s'amuser et agir contre le réchauffement de la planète ! Un village de 90 exposants en plein-air, des ateliers découverte, des manèges extraordinaires, un tipi géant de tables-rondes et un repas éco-so-

lidaire contre le gaspillage alimentaire.

Ce repas réalisé et servi par la cuisine centrale d'Entraide et Solidarités, à la demande de Tours Métropole, a semblé faire l'unanimité. Au menu : wrap de crudités sauce au Sainte-Maure, cuisse de poulet et légumes anciens au miel, tartelette aux pommes

et caramel beurre salé. Le tout en bio et/ou circuits courts. Le service Insertion par l'Activité économique à travers son secteur Prestations extérieures, a également largement participé à l'installation et au montage des stands ainsi qu'à la régulation du flux de véhicules pour le stationnement.

Merci à Tours Métropole de sa confiance !

Contact pour tous nos chantiers d'insertion : 40, rue Augustin Fresnel, 37170 Chambray-lès-Tours 02 47 27 62 84, emploi@entraide-et-solidarites.fr



Contact :
40, rue Augustin Fresnel 37170 Chambray les Tours - 02 47 27 62 84

Une certification et une nouvelle formation

QUALIOPI est la certification à laquelle seront obligés les organismes de formation pour pouvoir percevoir les financements de l'Etat, des collectivités territoriales et des organismes collecteurs des fonds formation versés par les entreprises. Ceci à partir de janvier 2022.

Le **Pôle Formation** était récemment en phase d'audit pour cette certification, mobilisant l'équipe afin d'apporter les réponses aux 7 critères et 32 indicateurs exigés. Entraide et Solidarités a eu recours à un cabinet d'audit habilité à délivrer QUALIOPI. L'audit blanc prévu pour le 29 octobre sera suivi de l'audit final les 18 et 19 novembre.

LE SCOOTER est un moyen de déplacement alternatif à la voiture, moins onéreux. Encore faut-il être titulaire du Brevet

de Sécurité Routière. **Une nouvelle formation théorique va être proposée aux réfugiés** qui pourront passer leur Brevet de Sécurité Routière, obligatoire pour conduire les scooters. « On constate qu'elles et ils ont souvent des difficultés liées à la mobilité indispensable pour travailler, soit que le permis de conduire obtenu dans leur pays d'origine n'est pas reconnu en France, soit qu'il est coûteux de passer le permis et d'acheter une voiture » relève Nathalie Dréano responsable du Pôle Insertion des Réfugiés et Formation d'Entraide-et-Solidarités.

« Nous allons proposer une formation pour la partie théorique liée au code de la route, qui permettra aux personnes de passer l'examen auprès du GRETA. Elles et ils pourront ensuite accéder, avec cette attestation de sécurité

routière, à la partie pratique dispensée par les auto-écoles ».

Pour une plus grande mobilité, qui est aussi un moyen d'intégration.



Prochain « vide local » le 10 novembre

Plusieurs informations du côté du **Pôle Hébergement** dont la responsabilité incombe à Samuel Lorilleux.

Le prochain « vide local » aura lieu mercredi 10 novembre au siège d'E&S, 46 avenue Gustave Eiffel à Tours nord. On y donne des vêtements, de la vaisselle, des jeux pour enfants, c'est organisé par le Service des logements extérieurs. Pour en savoir plus, voir auprès de Katia Coubard 02.47.31.87.00 ou slex@entraide-et-solidarites.fr

Tout autre sujet : une réflexion est en cours afin de passer une **convention avec le Centre de soins, d'accompagnement et de prévention en addictologie (CSAPA)** qui est attaché au CHU. L'idée est d'amener les équipes du CSAPA à intervenir pour des consultations dans deux CHR, le CHERPA et la résidence Camus gérés par notre association. Des entretiens, des soins pour les résidents seraient proposés ainsi que de la formation/sensibi-

lisation des personnels de l'association aux problèmes posés par les addictions.

Et puis un petit souvenir de l'été, une carte postale avec cette photo des résidents de la pension de famille Germaine Dolbeau qui sont partis mardi 14 et mercredi 15 septembre à Saint-Pierre-d'Oléron. Un moment de détente, un autre horizon, celui de la mer en cette fin d'été...



« De la démocratie en pandémie »

« Ce n'est pas une pandémie, et ce n'est pas un « rassuriste » qui le dit. C'est Richard Horton, le rédacteur en chef de l'une des plus prestigieuses revues internationales de médecine, *The Lancet*. Il s'agit plutôt d'une « syndémie », d'une maladie causée par les inégalités sociales et par la crise écologique entendue au sens large ».

Ainsi démarre « De la démocratie en pandémie », de Barbara Stiegler, professeure de philosophie politique à l'université de Bordeaux Montaigne, publié dans la collection « Tracts » par les éditions Gallimard (1).

L'auteure précise n'avoir pas écrit ce « Tract » d'une soixantaine de pages toute seule, qu'il est né d'une « longue conversation entre chercheurs, enseignants, étudiants, soignants, citoyens, proches et amis, qui ont tenté d'élaborer ensemble, la compréhension de ce qu'ils étaient en train de vivre ». La critique du *Lancet* « ne cible pas seulement l'ultra-libéralisme de Trump, qui a fait le choix de laisser faire le virus. Elle

invalide aussi la stratégie inverse de « blocage » qui a prévalu dans de nombreux pays, visant la population par une politique répressive inédite, tout en continuant à désarmer le système sanitaire et à abandonner les déserts médicaux (ruraux et urbains) dans lesquels se concentrent les populations qui affluent aujourd'hui aux urgences ».

« Une maladie causée par les inégalités sociales... »

On perçoit tous combien le débat est difficile, l'échange rendu trouble, presque impossible sereinement dans nos cercles familiaux ou amicaux. Comme si ce débat ne pouvait aujourd'hui qu'opposer les pro ou les anti (vaccins, passe-sanitaire etc.) Nous sommes troublés. Nous nous sentons parfois piégés dans cette dualité enfermante. N'y aurait-il plus de place au doute, au questionnement ?

« Nombre d'experts ont joué un rôle trouble de caution. Au lieu de favoriser une libre circulation du savoir, ils ont contribué à l'édification d'un monde binaire opposant les « populistes », accusés de nier le virus,

et les « progressistes », soucieux, « quoi qu'il en coûte » de la vie et de la santé. Dans ce monde simpliste opposant deux camps, toute forme de nuance et de discussion critique sur les mesures prises se sont progressivement éteintes et avec elle la pluralité des voix du mode savant ».

Le mérite de la collection Tracts est de faire entendre dans des formats courts d'une soixantaine de pages, les réflexions et les travaux de chercheurs. Ils sont sociologues, économistes philosophes, femmes et hommes de lettres. Leur métier est de produire du savoir, de la lumière,

des questionnements. Cette collection, par son format et son esprit, renoue avec la vulgarisation, avec l'éducation populaire.

Antoine Gallimard évoquant les « Tracts », dit : « ces voix doivent se faire entendre en tous lieux comme ce fut le cas des grands « tracts de la NRF » qui parurent dans les années 1930, signés par André Gide, Jules Romain, Thomas Mann ou Jean Giono – lequel rappelait en son temps : « Nous vivons les mots quand ils sont justes »

Marie-Paule Mémy



LE SAVIEZ-VOUS

L'ASPA (ex-minimum vieillesse)

Le minimum vieillesse n'est plus attribué, il est remplacé depuis 2006 par l'ASPA (Allocation de Solidarité aux Personnes âgées). Ce dispositif garantit un minimum de ressources à une personne âgée ayant de faibles revenus.

Les personnes qui percevaient le minimum vieillesse avant 2006 continuent de le percevoir si elles n'ont pas demandé à changer pour l'ASPA. L'ASPA est versée par la Carsat (Caisse d'Assurance Retraite et de la Santé au Travail) ou la MSA (Mutualité sociale agricole).

Quelles sont les conditions pour prétendre à l'ASPA ?

- avoir plus de 65 ans
- résider en France 6 mois par an

• ne pas avoir des ressources supérieures à 10 418,40€ pour une personne seule ou 16 174,59€ pour un couple.

Montant de l'ASPA : le montant de l'ASPA doit permettre à la personne seule de percevoir un revenu, toutes ressources confondues, de 906,81€ par mois et de 1 407,82€ pour un couple. Depuis 2018, l'ASPA est revalorisée chaque année d'environ 35€ par mois.

Les sommes versées au titre de l'ASPA, ou du minimum vieillesse, sont récupérables sur la succession, sous certaines conditions.

Pierre Trinson



Sabordage du GENEPI au niveau national : quel gâchis, y compris localement !

L'aventure associative de 45 ans s'est terminée le 2 août suite à son autodissolution. Nous refusons d'être associées à l'histoire du GENEPI et au fait qu'en posant un vernis humanitaire sur la taule, il a servi à la légitimer et la renforcer » justifient les autrices du communiqué en précisant : « notre perspective de lutte ne peut être que révolutionnaire, son but est l'abolition de la taule et de toutes les formes d'enfermement. »

Le GENEPI, (Groupement Etudiant National d'Enseignement aux Personnes Incarcérées), était une association loi 1901 dont les buts étaient, à l'intérieur de la pri-

son, d'aider les détenus à la préparation de divers diplômes et de mettre en place des activités socio-culturelles, et à l'extérieur d'organiser des rencontres d'information et de sensibilisation du public.

Cette dissolution a estomaqué le monde judiciaire. Certains parlent « d'un gâchis énorme », d'autres « d'une bêtise crasse » ; quant à la contrôlée générale des lieux de privation de liberté, elle s'est dite « effarée ».

En Indre-et-Loire, Entraide et Solidarités et sa commission « Prison Justice » a toujours tra-

vaillé la main dans la main avec l'association d'étudiants. Elle participait chaque année aux « journées prison » associée au Secours Catholique et à l'Association Nationale des Visiteurs de Prison. Souvenons-nous de ces conférences de haute tenue animées par des invités prestigieux, des débats autour de films ou de pièces de théâtre ou tout simplement de cette cellule construite sur le boulevard pour sensibiliser le public à l'espace dont dispose un détenu.

Face à ce monumental gâchis, des étudiants, la FARAPEJ et d'autres associations ou personnalités ré-

agissent. Au plan national, les anciens du GENEPI ont déjà mis sur les rails une association nommée **REBOND** qui reprend les valeurs et actions telles qu'elles ont été menées pendant de nombreuses années. En Indre-et-Loire il semblerait que la pandémie n'ait pas favorisé la reprise et que la cellule locale manque de responsables. Quoiqu'il arrive, Entraide et Solidarités sera toujours présente aux côtés de ceux qui interviendront pour aider les détenus et leurs familles.

Pierre TRINSON



Les étudiants du GENEPI participaient chaque année aux « Journées nationales Prison » avec E&S, les visiteurs de prison... Cette année les JNP auront lieu le 27 novembre

Je fais un don à Entraide et Solidarités

- Je soutiens Entraide et Solidarités dans son action. J'envoie un chèque à l'ordre de Entraide et Solidarités (une partie de votre don sera déductible de vos impôts)
- Si vous souhaitez soutenir une action particulière, merci de l'indiquer. Dans tous les cas, un reçu fiscal vous sera envoyé en fin d'année.

J'ADHÈRE À ENTRAIDE ET SOLIDARITES

Je (nom, prénom) :
 Adresse : CP : Ville :
 Téléphone : e-mail :
 J'envoie un chèque de 20 euros (5 euros si je ne suis pas imposable), pour un an, qui comprend l'abonnement à la revue Perspectives (quatre numéros par an). Un reçu fiscal vous sera envoyé.

Bulletin et chèque à renvoyer à : Entraide et Solidarités, 46 avenue Gustave-Eiffel, 37100 Tours

JE M'ABONNE À LA REVUE PERSPECTIVES

Je souhaite recevoir Perspectives sans adhérer à Entraide et Solidarités

- 10 € - 4 numéros par an • Abonnement de soutien 25 € – Je joins un chèque de € à l'ordre de Entraide et Solidarités

Bulletin d'abonnement à renvoyer à : ENTRAIDE ET SOLIDARITÉS – 46 avenue Gustave-Eiffel - 37100 TOURS.

PERSPECTIVES, 4 numéros par an, ISSN-L 0981-6178 - Rédaction & administration : 46 avenue Gustave-Eiffel, 37100 TOURS – Tél : 02 47 31 87 00 - Fax : 02 47 61 14 16 - Directeur de la publication : Marie-Paul Legras-Froment - Comité de rédaction : Marie-Paule Mémy, Jean-Paul Mercier, Jean Paillou, Pierre Trinson. - Mise en page & en image : Cawet communication - Impression : Les presses de Touraine, Tours. - Gestion des abonnements : Alexandra Cailbeaux.

Sam le bosseur cherche son boss

Il a déjà passé près de la moitié de sa vie en France. C'était son choix et il n'en démord pas. C'est ici, à Tours, que Sam le Sri-Lankais veut trouver l'emploi de cuisinier qui le comblera.

Souriant, chaleureux, il respire l'entrain et la bonne humeur. On dirait un gosse qui vient de vous jouer un bon tour. Vous n'y êtes pas du tout, il a 44 ans ! Volubile, intarissable, il parle avec les mains comme s'il venait de l'Italie profonde. Vous n'y êtes pas du tout, il vient du Sri-Lanka ! Vous savez, cette grande île qui pend comme une larme au sud de l'Inde. Sureshkumar – on comprend pourquoi tout le monde ici l'appelle Sam – a quitté son île natale et sa famille en l'an 2000. Le tournant du siècle fut aussi celui de sa vie. « *Je suis parti parce qu'il n'y avait pas de travail. Et aussi pour des raisons politiques et religieuses...* ». On sait que les minorités n'ont pas toujours la vie facile, là-bas. Manifestement, sa religion compte toujours autant pour lui.

Quant au travail, parlons-en, c'est sa vie semble-t-il. Il est pour l'instant resté célibataire, et il communique avec sa famille mais ne peut lui rendre

visite. Dans sa jeunesse au pays, Sam n'avait jamais travaillé en cuisine. C'est en France qu'il a trouvé sa voie. À Paris et ailleurs, sans papiers au début, il a enchaîné les boulots au hasard des rencontres, « *et j'ai épluché des tonnes de patates !* ». C'est en 2006 qu'il arrive en Touraine, à Amboise puis à Tours. Avec un premier titre de séjour de dix ans, il peut au grand jour multiplier les expériences. « *Par les agences d'intérim j'ai travaillé pour des restaurants, des traiteurs, des maisons de retraite, des entreprises, et aussi pour l'hôpital Trousseau...* » Il ne doit pas être mauvais : on le réclame...

« Quand ça va pas il y a des coups de gueule, c'est normal... »

« *Quand ça va pas il y a des coups de gueule, c'est normal...* » Sam a obtenu un logement à Tours nord, dans un grand sourire il dit sa joie de l'avoir meublé. Et puis surviennent la pandémie, le confinement, la fermeture des restaurants. Sam n'a pas d'indemnité de chômage. « *C'est mon conseiller à Pôle emploi qui m'a parlé*

d'Entraide et Solidarités, pour compléter ma formation. Le lendemain j'étais reçu par un conseiller en insertion professionnelle de l'association. Et c'est comme ça que je suis arrivé à la cuisine centrale le 1^{er} février 2021 ». Aussitôt admis dans l'équipe des salariés en insertion, Sam remplit un premier contrat de 4 mois, qui sera renouvelé. Mais il ne va pas accomplir le second parce que les responsables de notre cuisine ont appris qu'à Tours nord les Compagnons du Devoir et du Tour de France cherchent un cuisinier. Ils pensent que Sam fera l'affaire, il y est détaché. Ainsi mis à disposition, cette petite boule de volonté paraît s'épanouir à préparer et même servir 160 repas par jour, cinq jours par semaine.

« *Mais ici c'est ma maison* », dit Sam quand il repasse à la cuisine centrale, en saluant chaleureusement les uns et les autres. On n'ira pas jusqu'à dire qu'il n'y a que des bons souvenirs. « *Les gens sont très différents. Moi je pense qu'on doit s'adapter à la vie en France, ou repartir. Et quand ça va pas il y a les coups de gueule du chef. C'est normal, c'est*



le boss. Mais ça ne dure jamais longtemps... » Bien au contraire, Sam dit avoir apprécié par-dessus tout « *les chefs qui expliquent très bien comment il faut travailler à tous ceux qui sont motivés, sans regarder l'âge, la langue, tout ça...* ». Olivier Hammami, Olivier Basset et Denis Pied, les « boss » de la cuisine centrale, ont toute sa reconnaissance, ainsi que Jaafar, son conseiller en insertion. Et la considération semble réciproque.

Avec la perspective d'un emploi durable chez les Compagnons, la voie d'une parfaite intégration s'ouvre pour Sam, dont le deuxième titre de séjour court jusqu'en 2025. D'ici là, il aura demandé et sans doute obtenu la nationalité française. Et il aura trouvé son boss. C'est sûr.

La cuisine centrale, un outil d'intégration

Située au cœur du quartier du Sanitas, la cuisine centrale d'Entraide et Solidarités était autrefois celle du Centre communal d'Action sociale de Tours. Après d'importants investissements, cet équipement a obtenu l'agrément sanitaire et la « marque d'identification » qui attestent des bonnes pratiques et du respect des normes et de la réglementation, dont on connaît la sévérité.

Notre association a donc pu ouvrir un chantier d'insertion Restauration, où sont formés en permanence des dizaines de salariés français et étrangers, immigrés ou réfugiés. La cuisine est rattachée au Pôle d'activités économiques d'E&S que dirige Sylvain Badonnel (06.42.18.00.17). Un chef d'atelier (Olivier Hammami, 06.87.47.52.42) et deux encadrants techniques chefs de cuisine, Olivier Basset

et Denis Pied, forment sur place les salariés en insertion.

La cuisine fournit en interne un centre d'hébergement de l'association mais elle est à la disposition notamment de toute petite collectivité (organismes sociaux, associations, coopératives, etc.) pour des repas complets conditionnés en bacs ou en barquettes et livrés en liaison froide. Mais aussi pour des pres-

tations ponctuelles de traiteur à l'occasion d'apéritifs, buffets, cafés d'accueil, repas à l'assiette ou plateaux repas. La faire travailler contribue à la lutte contre l'exclusion et à l'accès ou au retour à l'emploi.



Cuisine centrale d'Entraide et Solidarités, 2 rue Jean-Mermoz, 37000 Tours, tél. 02.47.32.61.90.